



Conseil de surveillance de l'IEDOM

Le Conseil de surveillance de l'IEDOM s'est réuni le 3 décembre 2012 à la Martinique sous la présidence de Mme Anne Le Lorier, premier sous-gouverneur de la Banque de France et en présence de M. Nicolas de Sèze, Directeur général de l'IEDOM.

Le Conseil a passé en revue l'activité de l'IEDOM, examiné l'exécution du budget pour 2012 et adopté les prévisions budgétaires pour la période triennale 2013-2015. Le Comité économique consultatif (CEC), composé de représentants de chaque département et collectivité d'outre-mer, s'est également réuni, le 3 décembre 2012, sous la présidence de Mme Anne Le Lorier. Les débats du CEC ont été introduits par deux exposés. Le premier, sur la conjoncture économique et financière internationale a été présenté par Pierre Jaillot, conseiller du Gouverneur de la Banque de France. Deux points principaux sont à retenir : après le ralentissement observé en 2012, les indicateurs les plus récents, en particulier dans la zone euro, suggèrent un retournement progressif de l'activité économique mondiale dans la plupart des économies. Les perspectives de sortie de crise de la zone euro (en particulier, le projet de la mise en place de l'union bancaire), ont par ailleurs été évoquées. Le deuxième exposé, portait sur la conjoncture ultramarine. Celle-ci se caractérise par un ralentissement de l'activité économique depuis le début de 2012 et une progression du chômage, dans un contexte d'inflation maîtrisée. Le mardi 4 décembre 2012 une réunion économique s'est tenue rassemblant les membres du Conseil de surveillance et du CEC ainsi que des personnalités appartenant à la sphère publique et au secteur privé. Cette séance de travail a été principalement consacrée à l'analyse de la conjoncture économique et financière de la Martinique puis à la présentation d'une étude de l'IEDOM sur les entreprises des départements d'outre-mer entre 2002 et 2010, étude qui sera prochainement publiée.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Union européenne

1 – BCE

Lors de sa réunion du 6 décembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré « que conformément aux anticipations, le taux d'inflation a baissé récemment dans la zone euro et devrait descendre sous les 2 % en 2013. (...) Dans le courant de 2013, l'activité économique devrait se redresser progressivement. Le Conseil des gouverneurs continue de percevoir des risques orientés à la baisse pour les perspectives économiques de la zone euro. Ceux-ci sont essentiellement liés aux incertitudes quant à la résolution des problèmes de gouvernance et de la dette souveraine de la zone euro ». M. Draghi a souligné que « le Conseil des gouverneurs a décidé de poursuivre ses opérations de refinancement principales sous la forme d'appels d'offres à taux fixe avec allocation illimitée aussi longtemps que nécessaire ».

2 – Union économique et monétaire

Le 28 novembre 2012, la Commission européenne a adopté un projet détaillé pour une union économique et monétaire véritable et approfondie, dans lequel elle expose sa vision d'une architecture solide et stable dans les domaines financier, budgétaire, économique et politique. Le document est disponible en téléchargement sur :

http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/president/news/archives/2012/11/20121128_2_fr.htm

Actualité législative

Publications au Journal Officiel

La loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer, dite loi « contre la vie chère », a été publiée au JORF du 21 novembre 2012.

Projets et propositions de loi, proposition de résolution

1 – Le projet de loi relatif à la création de la Banque publique d'investissement a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 29 novembre 2012, ainsi que la proposition de loi organique relative à la nomination des dirigeants de BPI-Groupe.

2 - Le Sénat a adopté le 19 novembre 2012 deux propositions de résolution européennes relatives d'une part à la stratégie européenne pour les régions ultrapériphériques (RUP) à l'horizon 2020 et, d'autre part, la proposition de M. Georges Patient sur l'application de la législation européenne aux RUP dans deux domaines : les fonds structurels européens et l'avenir de l'octroi de mer après le 1^{er} juillet 2014. Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a confié au député Serge Letchimy une « mission consistant à proposer au Gouvernement des pistes concrètes qui permettraient d'utiliser au mieux les possibilités juridiques offertes par l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et d'améliorer la prise en compte des spécificités des régions ultrapériphériques dans les politiques communautaires ».

3 - Lors de la discussion du budget 2013 de la mission outre-mer, les députés ont maintenu inchangée la défiscalisation outre-mer (plafonnement à 18 000 euros +4 % du revenu imposable). Ils ont par ailleurs demandé un rapport au gouvernement avant le 1^{er} mai 2013 sur l'opportunité de transformer tout ou partie de la dépense fiscale afférente à l'outre-mer en de nouvelles dotations budgétaires.

Conférences économiques et sociales des outre-mer

La restitution nationale des conférences économiques et sociales des outre-mer s'est déroulée le 10 décembre à Paris en présence du ministre des Outre-mer et du Premier ministre. Ce dernier a salué les travaux réalisés par les acteurs du monde économique et social d'Outre-mer. Il a souligné les priorités du Gouvernement en Outre-mer : lutter contre la pauvreté, lutter contre la vie chère, renforcer la compétitivité, répondre aux situations d'urgences de certaines TPE et PME.

Publications

1- Le rapport 2011 de l'Observatoire de la microfinance est disponible sur :

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/Rapport-annuel-2011-Observatoire-de-la-Microfinance.pdf

2 - Le premier rapport du Comité de suivi de la réforme de l'usure est disponible sur :

http://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/Premier-Rapport-du-Comite-de-suivi-de-la-reforme-de-l-usure-2012.pdf

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

L'activité de crédit résiste...

À fin septembre 2012, l'activité de crédit en Guadeloupe progresse en dépit d'un léger ralentissement de son rythme de croissance. À 7,8 milliards €, l'encours sain des crédits enregistre une hausse de 3,3 % sur un an (+ 250,2 millions €) après + 3,7 % en juin 2012. Ce taux, en deçà de la croissance annuelle moyenne observée entre 2007 et 2011 (6,1 %), est toutefois supérieur à celui relevé en France hexagonale. En rythme trimestriel, un timide redressement est enregistré, l'encours sain progressant de 0,2 % (après - 0,3 % au trimestre précédent).

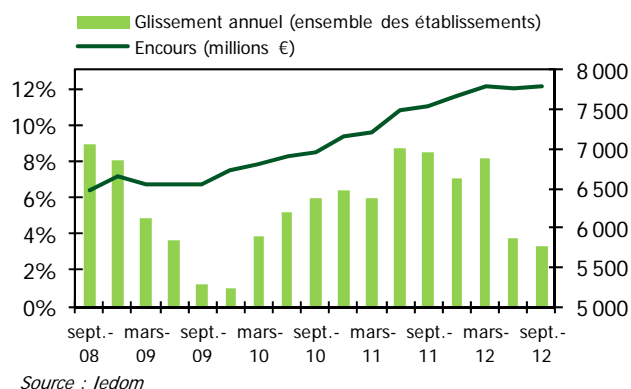
L'encours sain des crédits aux ménages enregistre une décélération de son rythme de croissance. À 3 milliards €, il progresse de 5,8 % sur un an (+ 162,9 millions €) contre 6,6 % en juin 2012. En lien avec la contraction de l'activité constatée dans la plupart des secteurs, la demande de crédit des entreprises du département est plus modérée : l'encours progresse de + 4 % sur un an et s'établit à 3,7 milliards €.

... la croissance des actifs financiers ralentit

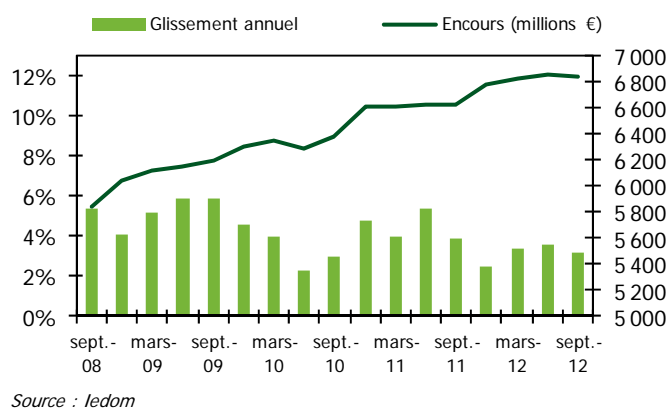
Au troisième trimestre, le rythme de progression des actifs financiers ralentit : l'encours augmente de 3,2 % sur un an (+ 210,1 millions €) après + 3,6 % en juin et + 3,3 % en mars, pour s'établir à 6,8 milliards €. Cette évolution demeure inférieure à la croissance annuelle moyenne des quatre dernières années (+ 4,5 %). En rythme trimestriel, une baisse est observée (- 0,3 % après + 0,5 % au trimestre précédent).

La décélération des actifs financiers est principalement liée au tassement des placements liquides ou à court terme (+ 4,9 % sur un an après + 6,2 % en juin 2012). L'épargne à long terme demeure atone (+ 0,3 % sur un an). Les dépôts à vue, qui représentent 33,5 % du total des actifs financiers détenus par les agents économiques du département, affichent en revanche une nouvelle accélération de leur rythme de croissance (+ 4,3 % sur un an après + 3,9 % en juin 2012).

Encours de crédits sains



Encours total d'actifs financiers



Parution de l'observation des tarifs bancaires dans les DOM

L'IEDOM a publié l'Observatoire des tarifs bancaires pour octobre 2012. En Guadeloupe, entre avril et octobre 2012, 51 % des tarifs moyens sont en hausse, contre seulement 9 % en baisse. La tarification de la carte VISA à débit immédiat augmente et s'établit à 37,08 € en moyenne, contre 36,90 € dans l'ensemble des DOM. Les frais de tenue de compte restent relativement stables et atteignent en moyenne 29,25 euros par an, un chiffre supérieur à la moyenne des DOM. Le document réalisé par l'IEDOM permet également, au-delà de la moyenne par géographie, de suivre le détail des évolutions tarifaires par banque.

Cette étude est librement téléchargeable, comme toutes les publications de l'IEDOM, sur le site : <http://www.iedom.fr>

Etude sur l'indice de Développement Humain de l'AFD

L'Agence Française de Développement (AFD) a révélé le 23 novembre les résultats de l'étude « Quel niveau de développement des départements et collectivités d'outre-mer, une approche par l'Indice de Développement Humain ». L'étude analyse le niveau de développement des Outre-mer et compare leur IDH avec celui des pays voisins et de la métropole sur la période 1990-2010.

Le rapport indique que le niveau de développement humain atteint par les départements et collectivités d'outre-mer (DCOM) en 2010 les place dans la catégorie des pays à développement humain très élevé (Guadeloupe, Martinique et Nouvelle-Calédonie) ou élevé (Guyane, Réunion et Polynésie). Un seul département français (Mayotte) figurait, en 2005 (date des dernières données disponibles), dans le groupe des pays à développement humain moyen.

Parution des « Tendances Conjoncturelles » et du « Bulletin Financier »

L'Iedom Guadeloupe vient de publier les Tendances Conjoncturelles et le Bulletin Financier du 3^{ème} trimestre 2012. Vous pouvez obtenir ces publications en les téléchargeant librement sur notre site internet : <http://www.iedom.fr>

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

La Région s'engage sur 300 emplois d'avenir

La Région Guadeloupe a signé une convention de partenariat avec l'État pour la création de 300 emplois d'avenir. La rémunération (à hauteur du Smic) sera prise en charge pour 75 % par l'État et les 25 % restant par l'employeur. Le coût global pour la Région est estimé à 1,5 million d'euros. D'ici la fin de l'année, 50 nouveaux emplois devraient être pourvus.

Microcrédit social au Moule

Le 31 octobre, le Crédit Agricole mutuel, la Caisse des dépôts et le Centre Communal d'Action Sociale du Moule ont signé une convention de microcrédit social. Des prêts allant de 500 à 3000 euros garantis à 50 % par le fond de cohésion social, géré par la Caisse des dépôts, pourront ainsi être utilisés pour financer certains besoins tels que l'amélioration de l'habitat, la formation, l'achat d'équipement électroménager, etc.... L'étude des dossiers sera réalisée par le CCAS et la réponse délivrée par le Crédit Agricole mutuel dans un délai de 48h.

Troisième édition de la journée Synergile

La troisième édition de la journée technique et scientifique Synergile s'est tenue le 27 novembre à l'Espace Régional du Raizet, autour du thème « efficacité énergétique, réduction des gaz à effet de serre : mesures existantes et solution innovantes ». Cela a été l'occasion pour les entreprises, les organismes de formation et les laboratoires de recherche dans les domaines des énergies renouvelables et des matériaux d'échanger sur les possibilités d'actions et les pistes de réflexions pour diminuer l'impact énergétique des bâtiments, du transport et des comportements humains en général.

Inauguration du nouveau siège de la CAF

La Caisse d'allocation familiale a inauguré le 15 novembre ses nouveaux locaux situés à la zone d'activité de la Providence aux Abymes. À cette occasion le préfet, de nombreux élus, les administrateurs de la CAF, la direction et le personnel étaient présents. Fin 2011, la CAF Guadeloupe comptait 110 696 allocataires et avait versé 694 millions d'euros en prestation familiales et minima sociaux sur l'année.

La société aéroportuaire prévue pour mai 2014

La Chambre de Commerce et d'Industrie des îles de Guadeloupe a tenu le 23 novembre son assemblée générale dédiée à l'examen du budget rectificatif 2012 et du budget primitif 2013. À cette occasion, le calendrier de passage en société d'exploitation aéroportuaire a été approuvé. L'État participera au capital de la future société à hauteur de 60 %, les collectivités locales pour 15 % et la CCIIG en détiendra 21 %.

Prix inter-entreprise du manager

Le Prix Inter-Entreprises du manager Guadeloupe a été décerné le 28 novembre au WTC des Abymes. Le premier prix a été attribué à Renaud Capdevielle, gérant de Travaux Industriels Guadeloupéens. Il a représenté la Guadeloupe à la finale régionale du Prix Inter-Entreprises du manager Antilles-Guyane en Martinique le 30 novembre où il a remporté le second prix, après Patrick Lanes, PDG de Procap. Nicolas de Sèze, Directeur Général de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer, et Philippe Lacognata, directeur de l'IEDOM et de l'IEOM, étaient présents et ont participé à la remise des prix.

ACTUALITE REGIONALE

Réunion de coopération entre Saint-Martin et Sint Maarten

Le président de la Collectivité territoriale, Alain Richardson, le premier ministre, Sarah Wescott-Williams, et le vice premier ministre de Sint Maarten, William Marlin, se sont rencontrés le 20 novembre afin d'évoquer les priorités pour l'année 2013. Plusieurs thèmes liés à la coopération ont été abordés, tels que la sécurité, les transports, les infrastructures, le développement, les affaires sociales, la santé, l'éducation et les affaires économiques. La réunion a eu lieu en présence des élus du Conseil territorial de Saint-Martin et des membres du gouvernement de Sint Maarten.

Rendez-vous « Red White & Blue » organisé par Atout France

Atout France USA a organisé un rendez vous « Red White & Blue » du 15 au 18 novembre au Radisson Blu Resort de Saint-Martin. L'objectif de cette manifestation était de présenter l'île à une sélection de clients originaires de l'Amérique du Nord et du Sud. Le congrès s'est organisé autour de séances de travail et d'activités permettant de découvrir la destination.

Plateforme Initiative Saint-Martin

Le directeur de la plateforme Initiative Saint-Martin, Marc Chakhtoura, et son président, Jean-Paul Fisher, ont convié les entrepreneurs saint-martinois à une réunion sur le thème « Stimuler l'entrepreneuriat par la convergence des actions publiques, privées et citoyennes » le 22 octobre. La plateforme Initiative Saint-Martin a accompagné près de 400 porteurs de projets en 2012. Elle est dotée de deux fonds de financement soutenus par des partenaires financiers publics tels que l'Etat, l'Europe et la Caisse des dépôts : le fonds des prêts d'honneur, d'un montant de 574 000 euros et le fonds d'accompagnement d'un montant de 252 000 euros.

Accord avec le Brésil pour lutter contre la cercosporiose

Un accord a été signé le 11 novembre à Brasilia entre l'Union des groupements de producteurs de banane de Guadeloupe et Martinique (UGPBAN), l'organisme brésilien Embrapa, l'organisme de recherche français Cirad et l'institut technique tropical IT2. Les différentes parties se sont engagées à travailler ensemble afin d'élaborer des projets de recherche communs. Au Brésil, une méthode de traitement alternative à l'épandage aérien de fongicides a été développée.

PRINCIPAUX INDICATEURS

LES INDICATEURS DE REFERENCE				Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation	Guadeloupe	Octobre 2012	127,9	0,0 %	2,0 %
	<i>(base 100 en 1998)</i>	France entière		126,8	0,2 %	1,9 %
Chômage <i>(Source : DIECCTE)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)		Octobre 2012	59 050	0,2 %	4,6 %
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)		Septembre 2012	14,9	-	-
			<i>Cumul à fin septembre</i>	148,1	-	-20,1 %
	Importations - (en M€)		Septembre 2012	192,3	-	-
			<i>Cumul à fin septembre</i>	1 945,6	-	-2,4 %
Créations d'entreprises <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées		Octobre 2012	450	-	-12,8 %
			<i>Cumul à fin Octobre</i>	4 209	-	-11,5 %
LES INDICATEURS DE VULNERABILITE				Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Personnes physiques en interdit bancaire		Novembre 2012	20 861	0,1 %	-3,1 %
	Retraits de cartes bancaires		<i>Cumul à fin novembre</i>	4 900	-	0,1 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés		<i>Cumul à fin novembre</i>	271	-	-19,8 %
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet	- Montant en milliers €	Novembre 2012	2 828	-	-
			<i>Cumul à fin novembre</i>	27 701	-	80,0 %
		- Nombre	Novembre 2012	133	-	-
			<i>Cumul à fin novembre</i>	1 402	-	1,2 %
LES INDICATEURS SECTORIELS				Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers aéroportuaires - (entrées + sorties)		Octobre 2012	106 536	-	-14,5 %
			<i>Cumul à fin Octobre</i>	1 628 375	-	-0,1 %
Trafic maritime <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)		Octobre 2012	261 037	-	-6,6 %
	Nombre de passagers portuaires (entrées + sorties)			50 269	-	-4,7 %
Immatriculations <i>(Source : Préfecture)</i>	Immatriculations de véhicules neufs		Novembre 2012	1 776	13,4 %	-4,2 %
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)		Novembre 2012	23 582	2,6 %	22,3 %
			<i>Cumul à fin Novembre</i>	230 922	-	8,2 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : Bulletin de conjoncture économique



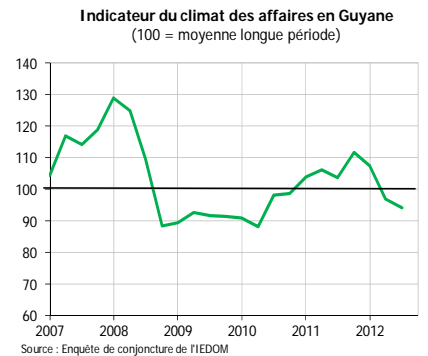
Retrouvez l'ensemble du bulletin sur le site de l'edom : www.edom.fr/Guyane

L'indicateur du climat des affaires (ICA) affiche à nouveau un repli (-2,8 points après -10,5 points au deuxième trimestre), et reste en deçà de sa moyenne de longue période. Ce fléchissement s'explique par un recul de l'activité ainsi que par une baisse des effectifs et de la trésorerie des entreprises sur le trimestre.

Le marché de l'emploi guyanais poursuit sa détérioration alors qu'à l'inverse, la consommation des ménages progresse. L'investissement des entreprises pour sa part évolue de façon contrastée.

Le repli de l'activité concerne principalement les secteurs de l'agriculture, de la construction et des services. Le commerce, le tourisme et l'industrie restent, pour leur part, bien orientés.

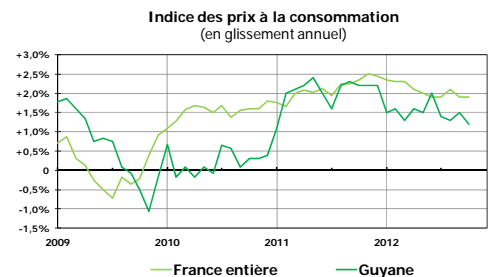
Les perspectives d'activité pour le quatrième trimestre sont contrastées selon les secteurs et les prévisions d'investissement à un an sont en baisse.



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

En octobre 2012, l'indice des prix à la consommation est en légère baisse de - 0,1 % sur le mois. Cette variation concerne l'ensemble des postes, à l'exception de l'alimentation. Ce dernier croît de 0,2 % sur le mois, suite à l'augmentation constatée sur les produits frais (+ 0,8 %). En glissement annuel, l'indice des prix progresse de 1,2 %, tiré principalement par les variations des prix sur les postes de l'alimentation » (+ 3 %), des services (+ 0,7 %), et de l'énergie (+ 2,3 %). Les prix des produits manufacturés sont stables sur un an. L'inflation guyanaise est plus faible que celle constatée dans les Antilles (Guadeloupe + 2 %, Martinique + 1,5 %), et sur l'ensemble du territoire national (+1,9 %).



Carburants

L'arrêté préfectoral n°1818 du 29 novembre 2012 fixe, à compter du 1^{er} décembre, le prix de vente au détail des carburants à 1,70 € / litre pour l'essence (soit une baisse de 2 centimes) et 1,63 € / litre pour le gazole (soit une hausse de 4 centimes). Selon les services de l'Etat, ces évolutions s'expliquent par les éléments suivants :

- une baisse de la moyenne des cotations du pétrole brut (- 3,9 %), qui s'explique par une augmentation de l'offre ;
- une baisse de la moyenne des cotations du super (- 11,4 %), et du gazole (- 6,6 %) ;
- une hausse du cours du dollar, qui limite la baisse des prix des carburants.

Le prix de la bouteille de gaz augmente quant à lui de 1,22 euros, passant de 23,08 € à 24,30 € (+ 5,29 % sur le mois).

Le dispositif mis en œuvre pour stabiliser les prix de l'essence a pris fin comme prévu le 30 novembre. La fin de cette aide de 6 centimes s'effectue donc sans forte remontée des prix étant donnée la tendance baissière sur les marchés internationaux.

Population

L'Insee a publié en décembre une étude sur l'évolution de la population âgée dépendante en Guyane. Selon cette étude, réalisée en partenariat avec l'Agence régionale de santé (ARS), l'augmentation des personnes âgées de plus de 60 ans (46 000 en 2030, contre 12 000 en 2007) entrainera une hausse de la population dépendante à 3 000 personnes en 2030, contre 900 en 2007. Cette augmentation sera plus importante que l'augmentation générale de la population (qui devrait être multipliée par 2) : ainsi, la part de la population dépendante prendra une place plus importante dans la Guyane de demain.

Cette transition démographique engendrera donc, selon l'étude, un besoin accru pour les services d'aide à la personne, qu'ils s'agissent d'emplois d'aides ménagères, d'aides à domicile ou encore d'infirmiers.

Indice de Développement Humain

L'AFD a rendu publique une évaluation des chiffres de l'Indice de développement humain (IDH) dans les DOM. Selon ces estimations, la Guyane, avec un IDH de 0,739¹, est classée 76^{ème} au rang mondial en 2010. Ce rang est bien inférieur à celui des autres DFA (39 pour la Guadeloupe, 41 pour la Martinique), et se situe entre la Réunion (72^{ème}) et la Polynésie (77^{ème}). La métropole est classée au 20^{ème} rang, ce qui représente pour la Guyane un écart de 27 ans avec la France hexagonale. Par rapport à ses voisins, la Guyane reste parmi les pays les plus avancés en termes d'IDH, devant le Guyana (0,629), le Suriname (0,677) et le Brésil (0,715), mais derrière Trinidad et Tobago (0,758).

Visite du ministre de la Défense

Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, a effectué une visite en Guyane, du 29 novembre au 2 décembre, durant laquelle il s'est rendu sur les lieux de l'attaque où deux militaires français ont été tués le 27 juin lors d'une opération contre des orpailleurs clandestins. L'objectif principal de sa venue était de

¹L'indice de développement humain est évalué de 0 à 1 (représente la note maximum) et prend en compte des indicateurs liés à la santé et à l'éducation.

faire le point sur le dispositif de lutte contre l'orpaillage clandestin et de montrer la détermination de l'Etat à lutter contre celui-ci. Le ministre a également évoqué des dossiers d'actualité, notamment la lutte contre la pêche clandestine, pour laquelle les moyens seront renforcés grâce à l'acquisition d'une barge remonte filet. Enfin, le 1^{er} décembre, le ministre s'est rendu au centre spatial où il a pu assister au 4^{ème} lancement de Soyouz qui a décollé du pas de tir de Sinammary.

Spatial

Ariane 5 est réputée pour sa fiabilité et sa robustesse mais reste peu modulable et couteuse au regard de ses concurrents actuels. Ces éléments ont poussé l'Europe à se décider sur les évolutions futures du lanceur : Ariane 5ME ou Ariane 6. Ariane 5 ME (pour « Mid-life Evolution), projet défendu par l'Allemagne, sera finalement une étape intermédiaire vers le nouveau lanceur d'Arianespace. La nécessité de s'adapter dans un marché concurrentiel passe donc par la diversification de l'offre, - que le CNES a déjà su mettre en œuvre, avec Soyouz et Vega -, mais aussi par la modularité des lanceurs permettant d'adapter les coûts à chaque lancement : c'est entre autres ce qui sera mis en œuvre avec la nouvelle version d'Ariane, dont le projet a été acté lors de la conférence ministérielle de l'ESA à Naples, le 21 novembre dernier.

Filière bois

Vendredi 30 novembre, la charte encadrant l'exploitation forestière, dans le but d'en réduire l'impact, a été signée entre les professionnels de la filière bois et les collectivités. Deux labels ont été obtenus pour les 2,4 millions d'hectares de la forêt qui relèvent du domaine forestier permanent de la Guyane :

- La certification PEFC permettra à l'exploitation sur ce domaine d'être reconnue comme éco-responsable. Cette reconnaissance passe par la certification de la gestion forestière, mais aussi par celle de chaque étape de transformation conduisant au produit fini.
- La certification FSC, semblable et complémentaire à PEFC, met en avant également le respect des populations autochtones ainsi qu'un contrôle multipartite de l'activité des forestiers.

Cette reconnaissance de la forêt guyanaise pourra permettre à la filière bois en pleine structuration d'être reconnue internationalement et d'augmenter ses débouchés.

ACTUALITES REGIONALES

Orpaillage

Une réunion de débat sur l'accord franco brésilien de lutte contre l'orpaillage clandestin dans les zones frontalières s'est tenue vendredi 30 novembre à l'assemblée législative de l'Amapá. Les nombreuses inquiétudes soulevées concernaient les craintes des répercussions sur des mines installées en Amapá (qui pourraient être incluses dans la zone concernée par l'accord), mais aussi et surtout les risques de tensions sociales dans un Etat pour l'instant dans l'incapacité d'offrir des emplois aux anciens orpailleurs clandestins de Guyane, ou encore aux piroguiers qui seront défavorisés à terme par l'ouverture du pont.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

INDICATEURS MACROECONOMIQUES	Sur le mois	Indicateurs		Données brutes		Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
PRIX	↓	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Oct-2012	125,8		-[0,1%]	[1,2%]	Insee
	↓	Prix administré du litre d'essence	Dec-2012	1,70		-[1,2%]	[6,9%]	Préfecture/Dieccte
MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Oct-2012	19 126		1,0%	9,8%	Dieccte (CVS Dieccte)
	↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Sep-2012	8 164		0,4%	14,3%	Pôle Emploi
	↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Sep-2012	15 327		[4,4%]	[-13,4%]	
	↓	Prestations nettes versées (1)	Sep-2012	8,5 M€		[-2,4%]	[12,5%]	Caf
			Cumul	71,6 M€		ns.		
CONSOMMATION	↓	Recettes d'octroi de mer	Sep-2012	10,0 M€		-16,2%	3,7%	Douanes
			Cumul	92,4 M€			5,9%	
	↑	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Oct-2012	12,3 M€		0,6%	4,2%	Douanes
			Cumul	125,0 M€			2,2%	
	↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Nov-2012	318		-11,4%	-18,6%	Somafi
			Cumul	3 713			-8,1%	
INVESTISSEMENT	↓	Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4)	Oct-2012	43,6 M€		-3,9%	7,7%	Douanes
			Cumul	1336,8 M€			-12,0%	
	↓	Ventes de véhicules utilitaires	Nov-2012	104		-17,4%	-3,6%	Somafi
			Cumul	1 053			2,4%	
COMMERCE EXTERIEUR	↑	Exportations (3)	Oct-2012	33,4 M€		278,5%	299,2%	Douanes
			Cumul	185,3 M€			42,5%	
	↑	Importations (3) (4)	Oct-2012	148,3 M€		18,1%	36,4%	Douanes
			Cumul	2163,7 M€			5,9%	

INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués		Cumul à fin Nov-2012		6 tirs à Nov-2011		Arianespace
			Satellites lancés		8 tirs (6 Ariane 5, 1 Soyouz, 1 Vega)		10 satellites et 1 ATV		
BTP	↓	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Nov-2012	9 788 tonnes		-9,9%	1,3%	Ciments guyanais	
			Cumul	94 282 tonnes			15,7%		
INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (3)	Oct-2012	268 kilos		154,5%	394,0%	Douanes	
			Cumul	1 478 kilos			37,2%		
	↑	Exportations d'or en valeur (3)	Oct-2012	10,5 M€		157,5%	401,5%	Douanes	
			Cumul	55,3 M€			55,4%		
	↑	Cours de l'once d'or	Oct-2012	1 746,68 \$		[0,2%]	[5,0%]	London Bullion Market Assoc./AFD	
	↑	Grumes sorties de forêt	Sep-2012	7 190 m3		89,7%	-42,1%	ONF	
			Cumul	29 090 m3			-20,1%		
AGRICULTURE A GROALIMENTAIRE	↑	Exportations de crevettes (3)	Oct-2012	47 tonnes		3917,6%	154,4%	Douanes	
			Cumul	329 tonnes			-54,7%		
	↑	Exportations de poissons (3)	Oct-2012	169 tonnes		64,8%	7,9%	Douanes	
			Cumul	1 193 tonnes			-17,1%		
		Exportations de riz (2) (3)	Oct-2012	0 tonne		ns.	ns.	Douanes	
			Cumul	0 tonne			ns.		
TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Aou-2012	53 504		1,1%	3,9%	CCIRG	
			Cumul	289 827			-4,1%		
	↑	Nombre de nuitées	Aou-2012	33 000		27,8%	23,0%	Insee	
			Cumul	215 000			0,0%		

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

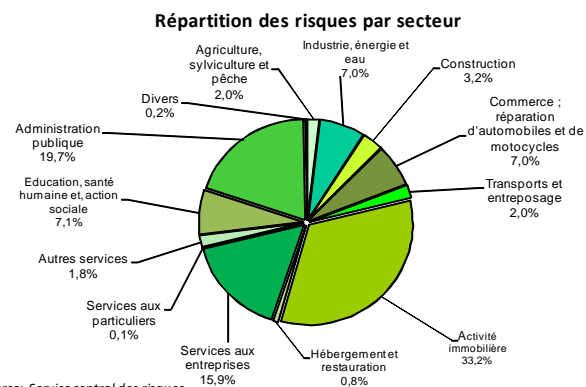
(4) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Service central des risques : hausse des encours à court terme

Au troisième trimestre, les encours de crédits recensés par le Service Central des Risques de la Banque de France sont globalement stables, mais connaissent des évolutions contrastées selon les maturités. Les concours à moyen et long termes, stagnent globalement, voire sont orientés à la baisse, principalement dans les secteurs du commerce (-4,5 %) et des activités financières et d'assurance (-5,9 %).

Au contraire, les concours à court terme s'inscrivent en hausse. On observe une sensible augmentation des découverts bancaires (+9,4 % au troisième trimestre), alors que les autres concours, dont les crédits de trésorerie, sont en repli (-6,7 %). La progression des encours à court terme est particulièrement marquée pour l'agriculture et l'industrie et représente l'essentiel de l'augmentation des encours globaux de ces secteurs (respectivement +29,3 % et +12,2 %).



Lutte contre le blanchiment : rencontres avec les acteurs de la place

M. Philippe Goyhenèche, Conseiller de l'Autorité de Contrôle Prudentiel auprès du Directeur général des Instituts d'émission, a effectué une mission du 19 au 27 novembre à l'agence de Fort-de-France. Durant sa visite, il a mené plusieurs réunions avec les assujettis de la place (établissements de crédit, assurances, changeurs manuels) et les administrations concernées par les problématiques de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT). Outre un rappel de la réglementation et une sensibilisation aux principes de la LCB-FT, ces rencontres avec les établissements de crédit ont permis de faire le point sur leurs pratiques en la matière. A la demande de l'Autorité des Marchés Financiers, il a également contrôlé deux conseillers en investissements financiers de la place.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

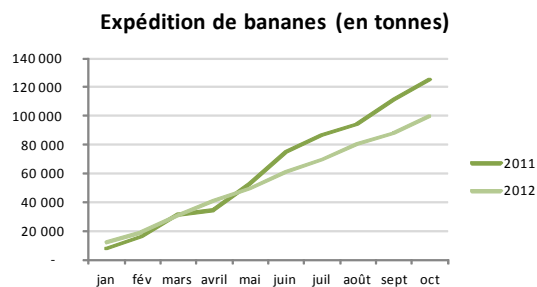
BTP : net recul des ventes de ciment

Les ventes totales de ciment en Martinique ont reculé de 8,2% en cumul depuis le début de l'année pour atteindre 155 505 tonnes, contre 169 361 tonnes un an auparavant. Dans le détail, les ventes en sacs, d'ordinaire dévolues à la construction privée, et les ventes en vrac, généralement destinées aux travaux publics, ont enregistré respectivement une baisse de 1,6 % et de 10,8 %. La tenue prochaine d'une table ronde réunissant l'ensemble des acteurs du BTP devrait permettre de définir une vision stratégique commune et d'accroître la visibilité sur les mises en chantier futures.

Bananes : repli des expéditions cumulées

Les expéditions de bananes s'inscrivent en repli de 20,6% en cumul de janvier à octobre par rapport à l'année précédente. Elles atteignent ainsi 99 149 tonnes contre 124 813 en octobre 2011.

Ce recul des expéditions intervient alors que l'Union européenne et onze pays d'Amérique latine viennent de mettre un terme à 9 conflits commerciaux liés à la banane, en procédant à la signature d'un accord le 8 novembre dernier. Le document, signé en présence de Pascal Lamy, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), prévoit une baisse des tarifs européens sur les importations de bananes en provenance de ces pays latino-américains de 176 euros à 114 euros la tonne.



Chômage : dégradation de la situation sur le marché du travail

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'élève à 44 187 en octobre, soit une augmentation de 0,6 % par rapport au mois précédent et de 2,8 % en glissement annuel. Le nombre d'allocataires de Pôle emploi atteint 21 799, affichant une hausse de 7,6 % en glissement annuel. Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées s'élève à 800 au mois d'octobre, enregistrant ainsi un recul de 27,9 % par rapport à octobre 2011.

INSEE : parution de l'enquête emploi

L'enquête emploi publiée par l'INSEE pour le deuxième trimestre souligne la stabilité du nombre de chômeurs en 2012, avec un taux de 21 %. Elle fait apparaître que le taux d'activité des hommes (54,2 %) reste supérieur à celui des femmes (49,7 %) et que ces dernières sont davantage touchées par le chômage, présentant un taux de chômage de 22,6 % contre 19,2 % pour les hommes. L'étude montre également que les jeunes s'intègrent difficilement de manière durable sur le marché du travail, d'autant moins lorsqu'ils ne possèdent pas de diplôme.

La publication est disponible sur le site de l'INSEE : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=23&ref_id=19230

Etude AFD : indice de développement humain élevé à la Martinique, mais retard par rapport à l'Hexagone

L'étude « Quel niveau de développement des départements et collectivités d'outre-mer, une approche par l'Indice de Développement Humain (IDH) » indique que la Martinique présente un IDH de 0,813, ce qui la place dans la catégorie des pays à développement humain très élevé. Elle figure derrière la Guadeloupe (0,822) et l'Hexagone (0,883), mais devant l'ensemble des autres territoires de la région dont l'IDH est compris entre 0,45 et 0,80. Si la Martinique se situe au dessus de la moyenne guadeloupéenne et métropolitaine pour ses performances en termes de santé, exclusivement mesurées au travers de l'espérance de vie, elle accuse un léger retard dans les domaines de l'éducation et des revenus.

L'étude est disponible sur le site de l'AFD : <http://www.afd.fr/home/outre-mer>

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Coopération technique régionale : partenariats au Brésil et à la Barbade

La Martinique développe de nombreux partenariats de coopération technique avec ses pays voisins dans le domaine de l'agriculture. Le 9 novembre dernier, les Antilles françaises et le Brésil se sont engagés à coopérer dans la lutte contre la cérosporiose noire. Un accord a été signé par l'Union des groupements de producteurs de banane de Guadeloupe et de Martinique (UGPBAN), l'organisme de recherche brésilien (EMBRAPA), le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et l'Institut technique tropical (IT2). Il prévoit l'échange d'informations entre les signataires et le lancement de projets communs de recherche. Cette initiative fait suite au développement d'une nouvelle méthode de traitement contre les cérosporioses noire et jaune au Brésil, potentielle alternative à l'épandage aérien de fongicide. Par ailleurs, cet approfondissement du processus de coopération technique régional s'est également traduit par la visite d'une délégation martiniquaise, regroupant agriculteurs, chercheurs et parlementaires, mi-novembre dernier à la Barbade, pour développer le partage de bonnes pratiques et une offre de formation commune dans le domaine agricole.

Industrie du rhum : ouverture du dialogue entre les Etats-Unis et les pays de la Caraïbe

Les Etats-Unis ont annoncé vouloir amorcer une discussion avec les pays de la Caraïbe qui dénoncent les pratiques de concurrence déloyale de l'industrie américaine du rhum. En effet, les membres du CARIFORUM accusent le gouvernement fédéral de subventionner ce secteur à outrance depuis 2008, exerçant ainsi une pression à la baisse des prix, à laquelle ces pays ne pourraient faire face. Ils menacent donc d'engager un recours devant l'Organisation mondiale du commerce. Face à cette situation, Roberta Jacobson, Secrétaire d'Etat adjointe américaine en charge des affaires de l'hémisphère occidental, a exprimé sa volonté de régler le différend par le dialogue plutôt que par la voix juridique.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- octobre 2012	128,0	-0,2 %	+1,5 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- octobre 2012	44 187	+0,6 %	+2,8 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- octobre 2012	21 799	+0,6 %	+7,6 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2012	39 393	+2,9 %	+2,6 %
Commerce extérieur (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- septembre 2012	152,6	ns	-13,7 %
	Exportations (millions d'euros)	- septembre 2012	17,7	ns	-35,2 %
	Taux de couverture mensuel		11,6 %		-3,9 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- octobre 2012	43,3	-0,8 %	+4,5 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- octobre 2012	439,2		+5,9 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- octobre 2012	17 401	-0,7 %	-2,6 %
	Retraits de cartes bancaires (stock)	- septembre 2012	4 653	+0 %	-11,5 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aérien (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- septembre 2012	88 857	-49,6 %	-3,4 %
		- cumul annuel	1 227 346		-1,9 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- octobre 2012	3 285	ns	ns
		- cumul annuel	64 375	-	ns
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- octobre 2012	16 731	+23,1 %	-5,9 %
		- cumul annuel	155 505		-8,2 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- octobre 2012	970	+17,4 %	-16,2 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- octobre 2012	185	+63,7 %	-1,1 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		9 916	-	-9,0 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Le climat des affaires reste en zone défavorable

L'indicateur du climat des affaires continue à se dégrader au troisième trimestre 2012 (- 1,9 point), dans un contexte économique toujours incertain. L'ICA s'établit désormais à 16,4 points en-deçà de sa moyenne de longue période. Les entrepreneurs réunionnais anticipent une activité encore moins favorable pour le quatrième trimestre.

La légère diminution des prix à la consommation n'arrive pas à dynamiser la dépense des ménages, qui poursuit la baisse amorcée au deuxième trimestre. L'investissement reste mal orienté, traduisant toujours le manque de confiance des entrepreneurs.

A l'exception du secteur du BTP qui montre des signes de stabilisation, l'ensemble des secteurs de l'enquête sont mal orientés.

La tendance conjoncturelle du troisième trimestre 2012 est disponible sur [le site de l'ledom](#).

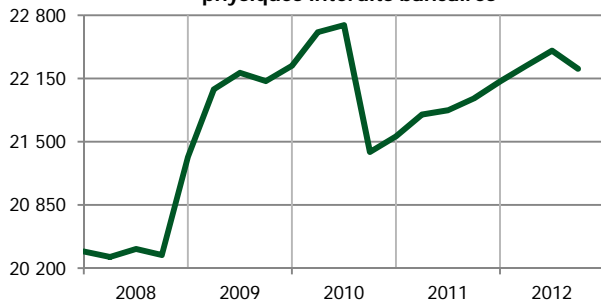
Indicateur du climat des affaires à La Réunion
(100= moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture Iedom, CVS

Légère baisse du nombre de personnes physiques interdit bancaire au 3^e trimestre 2012

Evolution trimestrielle du nombre de personnes physiques interdits bancaires



Source : Iedom

Le nombre de personnes physiques en interdit bancaire diminue de 0,8 % au troisième trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent, après deux années de hausses consécutives. Suite à l'assouplissement des conditions de radiation du fichier central des chèques de la Banque de France, le nombre des interdits bancaires avait chuté au troisième trimestre 2010, pour progressivement retrouver les niveaux de 2009. Sur un an, la progression est de 1,4 %.

Parallèlement, le nombre de retraits de cartes bancaires pour usage abusif continue de croître (+ 0,7 % par rapport au deuxième trimestre 2012), tandis que le stock d'incidents sur paiement par chèque diminue de 1,1 %.

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	127,9	+ 0,4 %	+ 0,7 %
	IPC France entière	126,6	+ 0,2 %	+ 1,9 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	31 108	n.s.	n.s.
	En cumul (milliers d'euros)	240 161	-	+ 1,5 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	3 403	-	- 4,9 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	217	-	+ 2,7 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	129 440	+ 1,6 %	+ 7,6 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	189 536	+ 34,0 %	- 3,6 %
	Cumul 2012	1 727 766	-	- 3,9 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	58 400	- 10,8 %	- 4,6 %
	Cumul 2012	578 800	-	+ 0,9 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	1 540	-	n.s.
	Cumul 2012 (milliers d'euros)	17 689	-	+ 21,8 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	12,1	-	n.s.
	Cumul 2012 (milliers de tonnes)	222,5	-	+ 3,5 %
	Effectifs salariés du BTP	17 145	+ 0,8 %	- 4,3 %

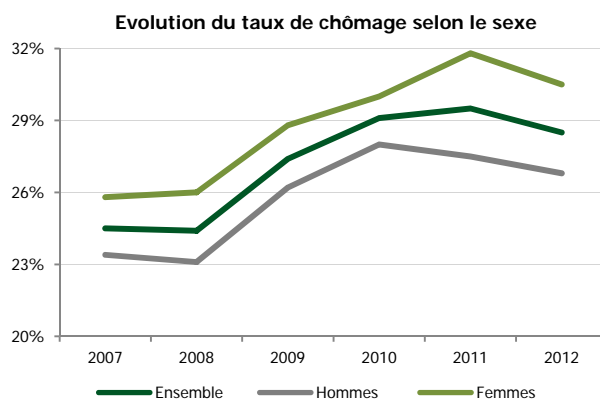
Baisse du taux de chômage au 2^e trimestre 2012

Selon l'enquête annuelle sur l'emploi réalisée par l'Insee, le taux de chômage à La Réunion s'établit à 28,5 % de la population active au deuxième trimestre 2012, en baisse de 0,9 point sur un an. Cette diminution touche davantage les femmes (- 1,3 point) que les hommes (- 0,4).

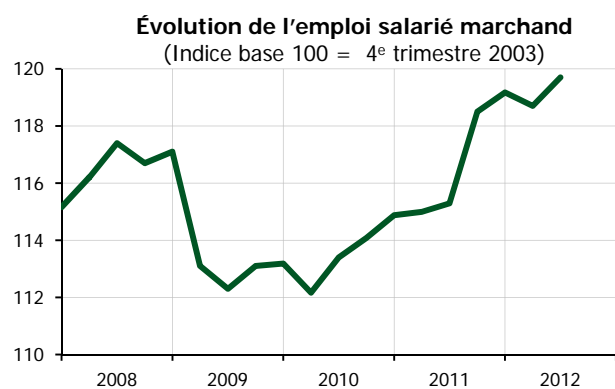
La hausse de 1,7 % du nombre d'actifs occupés a été favorisée par les contrats aidés : 5 600 entrées supplémentaires ont été enregistrées au premier semestre 2012, par rapport au premier semestre 2011.

Cependant, le "halo" autour du chômage, c'est-à-dire la population inactive souhaitant travailler mais ne répondant pas strictement aux critères du bureau international du travail (BIT), s'est nettement accru (+ 37 %). Cet accroissement s'explique notamment par le découragement de certains chômeurs, en particulier ceux de longue durée, qui renoncent à rechercher activement un emploi face aux difficultés du marché du travail.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).



Hausse de l'emploi marchand au 2^e trimestre 2012



L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Au deuxième trimestre 2012, l'emploi marchand à La Réunion progresse de 0,8 % par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est portée par le secteur des services, notamment par l'intérim. En effet, les embauches dans les activités de services administratifs et de soutien (+ 5,9 %), qui incluent l'intérim, expliquent cette embellie. La bonne tenue du secteur des transports et entreposage y contribue également.

Contrairement aux autres secteurs, la construction perd des emplois (- 1,6 %), principalement dans les travaux de constructions spécialisés. Ce recul fait suite à une forte hausse de l'emploi au premier trimestre.

Sur un an, l'emploi marchand augmente de 3,8 %, porté par les services et l'industrie.

8^e forum économique des îles de l'Océan Indien

La Réunion a accueilli le huitième Forum Economique des Iles de l'Océan Indien, qui s'est tenu du 27 novembre au 02 décembre 2012. Plus de 600 acteurs politiques et économiques des pays de la zone ont pris part à cette manifestation et quelque 350 rendez-vous d'affaires ont eu lieu au Parc des expositions et des congrès de Saint-Denis. Les travaux réalisés en ateliers ont aboutis à la définition de neuf résolutions traitant de l'accompagnement des porteurs de projets de coopération, du développement durable, du tourisme, etc.

Une charte « Gerri-compatible » pour les entreprises

Afin de parvenir à l'autonomie émergente d'ici 2030 le groupement d'intérêt public (GIP) Gerri s'est engagé à soutenir les projets ayant des objectifs d'innovation locale en matière de développement durable. C'est dans ce cadre que le GIP a lancé une appellation - Gerri Compatible - permettant de mettre en avant les entreprises réunionnaises intervenant dans le développement et la maîtrise des énergies renouvelables. Pour être "labellisés", les produits ou projets finalisés devront se traduire par la réduction de la consommation d'énergies fossiles et de la production de CO₂. Quatre projets ont déjà été agréés dans l'île.

La charte est disponible sur le [site du GIP-Gerri](#).

Démarrage du chantier du Leclerc à Saint Leu

Le chantier du futur Leclerc et de sa galerie marchande sur le site du Portail à Saint Leu vient de débuter. Il se composera d'un centre commercial de 18 000 m² dont 8 000 m² de surface de vente, sur un terrain de cinq hectares. Une vingtaine de boutiques et un espace de restauration devraient voir le jour. Sur la toiture, il est prévu d'installer une centrale photovoltaïque d'une puissance de 1 MGW. A l'ensemble se grefferont 10 000 m² de locaux techniques et d'exploitation et 700 places de parking, pour un coût total estimé à 42 millions d'euros.

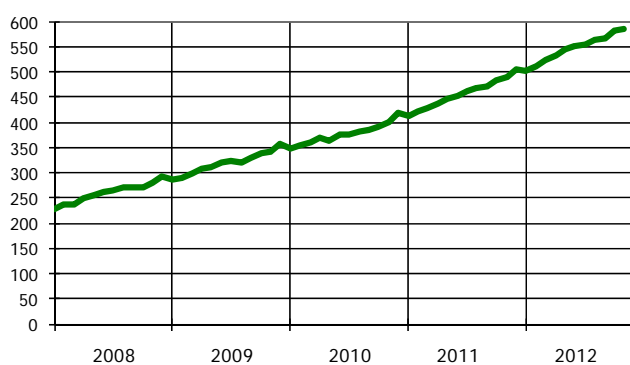
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

A fin novembre 2012, les émissions nettes de billets progressent de 2,9 millions d'euros sur le mois (soit +0,5 % après +2,7 % le mois précédent) et s'établissent à 584,3 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre sont en léger repli (-0,1 %) après une croissance de +3,8 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'IEDOM de Mayotte reste donc proche de 10,6 millions au 30 novembre 2012 dont 73,5 % sont constitués de coupures de 50 € (67 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La progression de l'émission nette de billets ayant évolué en sens opposé en nombre et en valeur au cours du mois de novembre, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île progresse de 31 centimes et s'établit à 55,10 € au 30 novembre 2012.

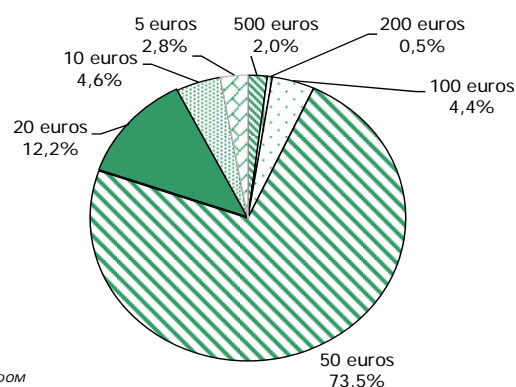
Emissions nettes cumulées de billet au 30 novembre 2012

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 30 novembre 2012



Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Mayotte compte 212 645 habitants en 2012

L'Insee a publié le 15 novembre 2012 les résultats du recensement de la population qui dénombre 212 645 habitants à Mayotte. Sur la période 2007-2012, la croissance démographique reste soutenue (+2,7%), sous l'effet d'un fort taux de natalité, et est comparable à celle observée au Comores et à Madagascar. Toutefois, elle enregistre un ralentissement par rapport aux derniers recensements (+3,1% entre 2002 et 2007 et +4,1% entre 1997 et 2002). La population mahoraise se caractérise également par une densité très élevée (570 habitants au km²), notamment dans le nord-est de l'île (en Petite-Terre, communes de Mamoudzou et Koungou) qui concentre près de la moitié des habitants de l'île. Enfin, son évolution est inégale selon les communes : si la population de Koungou connaît la plus forte progression (+6% par rapport à 2007 avec 6 700 habitants supplémentaires), celle de Dzaoudzi-Labattoir est la seule à diminuer (-1,4% avec une réduction de 1 028 habitants). Le recensement s'est déroulé du 21 août au 17 septembre 2012 et a mobilisé 550 agents recenseurs. Ses résultats définitifs et détaillés seront publiés au cours du second semestre 2013.

Intensification de la préparation au statut de RUP

Du 26 au 29 novembre s'est tenue une formation générale sur la gestion des fonds structurels européens en présence de José PALMA ANDRES, directeur général régional de la Commission européenne, et de Philippe LERAÏTRE, adjoint au sous-directeur des politiques publiques à la délégation générale de l'Outre-mer. L'événement, organisé par la Préfecture, a enregistré la participation d'environ 170 élus. L'accession de Mayotte à partir du 1^{er} janvier 2014 au statut de Région Ultra Périphérique (RUP) de l'Union européenne devrait lui permettre d'accéder à un budget compris entre 500 et 550 M€ réparti en plusieurs fonds : le Fonds européen agricole de développement rural (FEADER), le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), le Fonds européen de développement régional (FEDER), le FEDER coopération territoriale et le Fonds social européen (FSE).

Sur la base d'un diagnostic territorial stratégique réalisé par les cabinets Amnyos, Technopolis et Oréade-Brèche, huit priorités transversales ont été ciblées (développement durable, protection de l'environnement, efficacité énergétique, lutte et adaptation au changement climatique, prévention et gestion des risques, égalité homme-femme et égalité des chances) et déclinées en proposition de projets par fonds sur la période de programmation 2014-2020. Il appartient au comité de pilotage, réunissant les représentants de l'Etat, des collectivités locales et des acteurs économiques, de valider le diagnostic et les futurs programmes européens.

Un séminaire relatif à la gouvernance des collectivités locales s'est également tenu à l'hôtel Trévani les 7 et 8 novembre 2012. Organisée par la délégation du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), l'Association des maires de Mayotte (AMM) et la section départementale du Syndicat national des directeurs généraux de collectivités territoriales (SNDGCT), la rencontre a notamment été l'occasion de faire un état des lieux sur la gouvernance et les ressources financières des collectivités mahoraises.

Mise en application des dispositifs sociaux à Mayotte dans un climat social crispé

Sur les 100 000 emplois d'avenir que l'Etat français s'engage à financer dès 2013 (150 000 dans les 5 ans à venir), 9 000 sont en faveur des DOM et 325 devraient bénéficier à Mayotte. Ces emplois concernent en priorité le secteur non-marchand (collectivités, communes...) mais pourront également être contractés dans les entreprises du secteur privé s'ils présentent une « utilité sociale avérée ». L'Etat s'engage à subventionner à hauteur de 75% (30 à 35% dans le secteur privé) les futurs contrats qui devront être des CDI ou des CDD de trois ans (ou un an renouvelable deux fois), à temps complet.

Le colloque des Conseils de la culture, de l'éducation et de l'environnement (CCEE) des départements d'Outre-mer a été organisé pour la deuxième fois à Mayotte du 19 au 22 novembre. Cette rencontre, qui avait pour thème de « *faire de la jeunesse un atout pour nos territoires* », a regroupé la Martinique, la Guyane, la Guadeloupe et Mayotte. Les présentations et débats ont porté sur la situation de la jeunesse dans les territoires ultra-marins et les politiques publiques mises en place au profit de celle-ci.

Alors que les employés de la Caisse de sécurité sociale de Mayotte (CSSM) débutaient leur 13^{ème} semaine de grève, ils ont été rejoints par les agents de la Caisse d'allocations familiales (CAF) dans leur mouvement pour obtenir l'application de la majoration DOM. Celle-ci, mise en œuvre depuis 2010 dans les autres départements d'Outre-mer, devait s'appliquer à Mayotte. Mais des désaccords relatifs aux modalités de sa mise en place ont ralenti le processus et conduit au mécontentement des employés des deux organismes publics.

Poursuite de la promotion touristique à Mayotte

Une dizaine de *tours operators* sont venus étudier la mise en place d'un combiné touristique Réunion-Mayotte à destination principale des marchés français et allemand. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un plan de relance de la destination Mayotte et devrait être portée par les transitaires « Baobab Tour » et « Terre d'Azur ».

Accélération de l'installation du numérique à Mayotte

Environ six mois après l'arrivée du câble Lion 2 et du haut débit à Mayotte, France Télécom-Orange a annoncé le déploiement de nouveaux équipements pour améliorer la couverture numérique du territoire. Ainsi, deux nouveaux Nœuds de raccordements d'abonnés (NRA) sont en construction à Majicavo et Petite-Terre, et bientôt vingt-quatre NRA seront équipés en ADSL dans le sud de l'île. Ces travaux devraient permettre d'améliorer l'éligibilité ADSL des lignes fixes (83% à 90%) et l'accès au haut débit sur l'île.

Mayotte possède un développement humain moyen selon l'AFD

L'Agence française de développement (AFD) a publié en septembre 2012 une étude intitulée « *Quel niveau de développement des départements et collectivités d'outre-mer ? Une approche par l'Indice de Développement Humain (IDH)* ». Selon cette analyse, Mayotte possède un niveau de développement humain moyen (IDH de 0,653 en 2005) et est assimilé au 104^{ème} rang mondial. Ce sont essentiellement les composantes « éducation » et « social » qui expliquent que l'indice mahorais a eu tendance à s'écarter de l'IDH métropolitain entre 2000 (-23,1%) et 2005 (-24,8%). Par ailleurs, si le niveau de développement estimé à Mayotte est inférieur à ceux calculés pour les autres DOM, il reste toutefois supérieur à ceux de l'Afrique du Sud et des Comores.

La publication est disponible sur le site internet de l'AFD ou en cliquant [ici](#).

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois	
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	sept.-12	116,3	-0,1%	1,3%	
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	sept.-12	7 469	-10,3%	-28,9%	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-12	22 464	-19,7%	-23,3%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	sept.-12	232 367	10,7%	-8,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-12	614	-22,6%	95,1%
		cumulées	sept.-12	5 957	11,5%	10,2%
	Taux de couverture	mensuel	sept.-12	2,73%	-0,10 pt	1,66 pt
		cumulé	sept.-12	2,56%	0,02 pt	0,42 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois	
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	nov.-12	216	-41,8%	-31,2%
		cumulés	nov.-12	4 269	-	-15,0%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	nov.-12	15 198	-35,0%	-2,6%
		cumulés	nov.-12	242 262	-	-6,8%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	nov.-12	27,1	152,4%	-31,9%
	cumulés	nov.-12	338,3	-	-64,8%	
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	sept.-12	8 282	-18,8%	107,2%
		cumulées	sept.-12	60 874	-	6,5%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		sept.-12	39 120	0,5%	3,5%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	sept.-12	181 772	-	0,0%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	sept.-12	8 800	-2,6%	-3,5%
		cumulée	sept.-12	83 126	-	1,4%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	sept.-12	14,7	-27,7%	-
		cumulées	sept.-12	46,4	-	40,1%
	- en milliers euros	mensuelles	sept.-12	107,1	-25,1%	-
		cumulées	sept.-12	333,0	-	63,2%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

		taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème		0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal		1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt		0,00%	11/07/2012

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

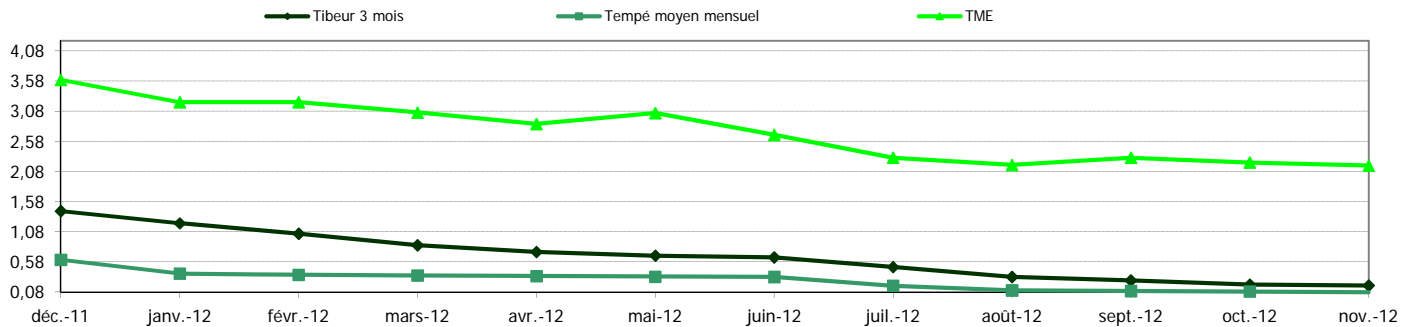
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Novembre 2012)				
Août	Septembre	Octobre	Novembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,1104%	0,1003%	0,0909%	0,0786%	0,1090%	0,1920%	0,3620%	0,5890%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Août	Septembre	Octobre	Novembre	
2,19%	2,31%	2,23%	2,18%	2,39%	2,51%	2,43%	2,38%	

Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	13,11%
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,20%
Prêts à taux fixe	5,99%		
Prêts à taux variable	5,64%		
Prêts-relais	5,89%		
Autres prêts			
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,30%		
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,58%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	17,67%		
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,75%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	14,84%		
		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	4,09%
		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,01%
		Découverts en compte (1)	13,86%
		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,81%
		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
		Découverts en compte (1)	13,86%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

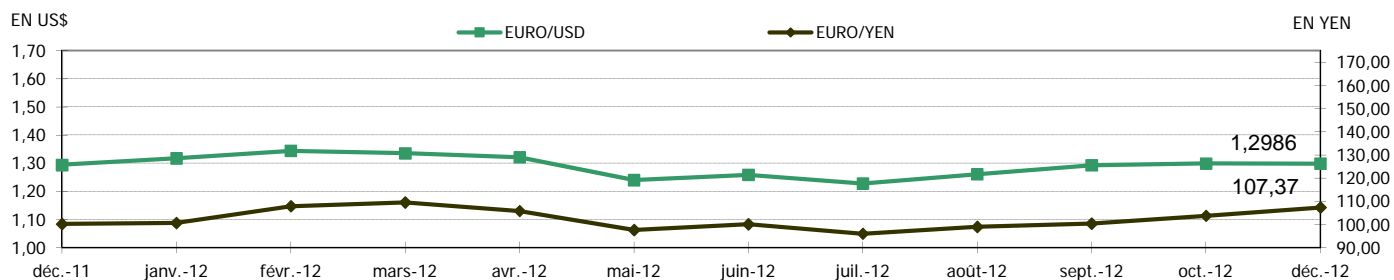
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2986	EURO/ZAR (Afrique du sud)	11,4717	EURO/SRD (Surinam)	4,28620
EURO/JPY (Japon)	107,3700	EURO/BWP (Botswana)	10,39090	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,32500
EURO/CAD (Canada)	1,2904	EURO/SCR (Seychelles)	17,0115	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,1166
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,81080	EURO/MUR (Maurice)	40,1347	EURO/BBB (La Barbade)	2,59770
EURO/SGD (Singapour)	1,5859	EURO/BRL (Brésil)	2,7391	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,31000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,0643	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,57820	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2965,2870	EURO/XCD (Dominique)	3,5069	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 18 décembre 2012 - Dépôt légal : décembre 2012 - ISSN 1284-4438